



International
Parliamentary
Network for
Education

Le Luxembourg et la Partenariat mondial pour l'éducation

Une note d'information à l'attention des parlementaires

Un engagement commun pour mettre un terme à la crise mondiale de l'apprentissage

Le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) est le seul partenariat et fonds pour l'éducation au monde consacré exclusivement à l'éducation de qualité au sein des pays à revenu faible.

Depuis près de deux décennies, le GPE fournit des fonds et facilite des solutions pour bâtir des systèmes d'éducation solides et résilients afin de permettre aux enfants issus des pays les plus pauvres, notamment les enfants marginalisés par le genre, la pauvreté, le déplacement ou le handicap, d'obtenir l'éducation nécessaire pour réaliser leur potentiel.

Lors du Sommet mondial sur l'éducation : Financement du GPE 2021-2025 qui se tiendra en juillet 2021, le GPE vise à recueillir au moins 5 milliards de dollars américains pour transformer les systèmes éducatifs dans 90 pays, au sein desquels vivent 80 % des enfants non scolarisés dans le monde.

Le GPE préconise également de protéger le financement national de l'éducation et d'augmenter les dépenses en faveur ou au-delà de la référence mondiale de 20 % des dépenses publiques consacrées à l'éducation.

Les enjeux n'ont jamais été aussi élevés

Au cours des deux dernières décennies, le monde a réalisé des progrès considérables dans la fourniture d'une éducation de qualité à toutes les petites filles et à tous les petits garçons. 160 millions d'enfants supplémentaires au sein des pays partenaires du GPE sont scolarisés, dont 82 millions de petites filles.

Mais des questions demeurent en suspens. Plus d'un demi-milliard d'enfants et de jeunes sont complètement exclus de l'éducation ou fréquentent l'école, mais n'acquièrent même pas les compétences de base en lecture, et cela était déjà le cas avant que la COVID-19 ne cause la perturbation la plus importante de l'histoire dans le domaine de l'éducation.

Les progrès réalisés dans le domaine de l'éducation mondiale sont menacés

Les impacts combinés des fermetures d'écoles et de la crise économique générés par la pandémie de COVID-19 menacent d'enraciner les inégalités en matière d'éducation et de faire reculer deux décennies de progrès en matière d'apprentissage. Tandis qu'il reste moins d'une décennie pour atteindre l'Objectif de développement durable 4, le nombre d'enfants non scolarisés pourrait désormais augmenter considérablement pour la première fois depuis plusieurs décennies, et affecter les petites filles de façon disproportionnée.

L'écart de financement de l'éducation, qui constitue l'un des principaux facteurs inhérent à l'incapacité des enfants à accéder à l'éducation, pourrait maintenant augmenter d'un tiers en raison des coûts supplémentaires associés à la COVID-19, à moins qu'un investissement urgent ne soit réalisé afin de permettre aux enfants de retourner à l'école et de reprendre l'apprentissage.

Plus que jamais, les gouvernements des pays à revenu faible nécessitent un soutien concerté afin d'accélérer les progrès vers une éducation inclusive, équitable et de qualité pour tous. Les pays les plus pauvres du monde comptent sur un GPE entièrement financé.

Le moment est venu d'investir dans l'éducation

La reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation constituera un test de la préparation de la communauté internationale pour soutenir l'éducation des enfants vivant dans les pays les plus pauvres du monde.

Le GPE appelle les dirigeants mondiaux à « lever la main » et à s'engager à verser au moins 5 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années afin d'aider le GPE à transformer l'éducation au sein de 90 pays, qui abritent plus d'1 milliard d'enfants.

Grâce à un financement d'au moins 5 milliards de dollars, le Partenariat mondial pour l'éducation serait en mesure :

- De favoriser l'éducation de 175 millions de petites filles et de petits garçons
- D'atteindre 140 millions d'étudiants avec des enseignants qualifiés
- De faire revenir 88 millions d'enfants supplémentaires, dont 46 millions de petites filles supplémentaires, à l'école

Les répercussions du GPE sur les économies et les communautés

Un investissement dans l'éducation constitue le meilleur investissement qu'un gouvernement puisse réaliser. Chaque année supplémentaire d'éducation contribue à augmenter le revenu d'une personne à hauteur de 10 pour cent, en moyenne, et jusqu'à un cinquième pour les femmes, tout en augmentant également le PIB national de 18 pour cent.

Le GPE pousse encore plus loin l'investissement dans l'éducation. Un GPE entièrement financé ajouterait environ 164 milliards de dollars aux économies des pays partenaires, ce qui permettrait de sortir plusieurs millions de personnes de la pauvreté, et de mobiliser plusieurs milliards de dollars supplémentaires dans le financement national pour l'éducation.

Le GPE met un accent spécifique sur l'obtention d'un financement national plus important et de meilleure qualité en tant que forme de financement la plus importante et la plus durable pour l'éducation. Pour recevoir des subventions à grande échelle du GPE, les gouvernements doivent s'engager à investir de manière significative dans l'éducation. En moyenne, les pays partenaires consacrent environ un cinquième du total des dépenses publiques à l'éducation.

Investir dans l'éducation pour un avenir meilleur

Le GPE soutient le Kenya dans le cadre du renforcement de son système d'éducation depuis 15 ans, en investissant plus de 200 millions de dollars pour aider le pays à éliminer les obstacles majeurs à l'apprentissage et cibler le budget national sur les régions et les groupes de population dotés des besoins les plus importants.

Les fonds investis par le GPE au Kenya ont généré des bénéfices impressionnants. En peu de temps, le Kenya a atteint l'éducation primaire universelle et la parité hommes-femmes dans les inscriptions.

Avec le soutien du GPE, le Kenya a également formé plus de 102 000 enseignants, introduit un programme axé sur les compétences et réformé le système d'approvisionnement en manuels, ce qui a permis de réaliser des économies à hauteur de 70 % sur les coûts d'approvisionnement et de distribution des manuels. Cela a permis de distribuer 60 millions de manuels scolaires dans les écoles primaires et secondaires depuis 2017, en aidant ainsi le Kenya à atteindre, en deux ans, son objectif à long terme d'un manuel pour chaque enfant.

Le gouvernement du Kenya et le GPE poursuivent leur collaboration afin de garantir que la vision nationale consistant à devenir un pays nouvellement industrialisé d'ici 2030 puisse être réalisée. Dans les années à venir, le GPE continuera de soutenir les efforts du Kenya visant à renforcer la qualité et l'équité de l'éducation, notamment pour les enfants d'âge préscolaire et les enfants handicapés, afin de garantir qu'aucun enfant ne soit laissé pour compte.

Le soutien du Luxembourg au GPE est plus critique que jamais

Le Luxembourg a rejoint le Partenariat mondial pour l'éducation en 2006 et depuis a contribué plus de 9,2 millions de dollars pour améliorer l'éducation des enfants les plus vulnérables du monde grâce au GPE.

Le Luxembourg a promis 300 000 € (400 000 USD) à la reconstitution du GPE à la conférence de financement du GPE à Dakar en 2018. Depuis lors, le ministère des Affaires étrangères a augmenté son niveau d'engagement, avec l'intention de contribuer 1 million d'euros par an au GPE.

La prochaine reconstitution du GPE offre l'occasion de tenir cet engagement et montrer une échelle d'ambition qui correspond à l'urgence éducative mondiale.

Des millions d'enfants les plus pauvres et les plus marginalisés du monde comptent sur le soutien du Luxembourg au GPE pour les faire scolariser ou les faire revenir à l'école. Pour éviter l'érosion de décennies de progrès et aider à assurer que chaque fille et chaque garçon reçoivent une éducation de qualité, le Luxembourg devra se mobiliser et promettre une somme ambitieuse au GPE pour sa reconstitution 2021-2025.

Levez la main pour le GPE

Les parlementaires des pays donateurs ont un rôle essentiel à jouer pour promouvoir la protection et l'augmentation de l'aide publique au développement (APD) en faveur de l'éducation et encourager leurs gouvernements à contribuer à la prochaine reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation.

Voici comment vous pouvez manifester votre soutien au GPE :

1. Demandez à votre gouvernement d'augmenter son aide financière au Partenariat mondial pour l'éducation lors de sa prochaine reconstitution des ressources.
2. Demandez à votre gouvernement d'atteindre l'objectif convenu à l'échelle mondiale de consacrer au moins 15 % de son budget d'aide à l'éducation, notamment en investissant de manière ambitieuse dans le Partenariat mondial pour l'éducation.
3. Écrivez à votre gouvernement pour exprimer votre soutien à un investissement ambitieux dans le Partenariat mondial pour l'éducation. Dans plusieurs pays, les parlementaires ont ajouté leur nom aux lettres conjointes afin de démontrer un soutien bipartite au GPE.
4. Déposez une motion devant votre Parlement énonçant vos préoccupations au sujet de l'urgence mondiale en matière d'éducation en exhortant votre gouvernement à veiller à ce que le GPE atteigne son objectif de reconstitution des ressources.
5. Encouragez la Commission des affaires étrangères de votre Parlement à tenir une audience parlementaire sur la crise mondiale de l'éducation et inviter le Partenariat mondial pour l'éducation à organiser une séance d'information.

Questions et réponses sur le GPE

Quels sont les pays soutenus par le GPE ?

Le GPE opère au sein des pays qui en ont le plus besoin, en concentrant son aide sur les pays à faible revenu qui présentent les taux les plus élevés d'enfants non scolarisés et les niveaux d'apprentissage les plus faibles, mais qui ne disposent pas des ressources nécessaires pour bâtir durablement leurs systèmes d'éducation. En 2019, 76 % des financements du GPE ont été alloués à des pays affectés par des conflits et des situations de précarité.

90 pays et territoires sont éligibles à l'aide du GPE. Les pays adhèrent au partenariat après avoir élaboré un plan global pour le secteur de l'éducation, approuvé par leurs partenaires. Pour recevoir des subventions à grande échelle émanant du GPE, les gouvernements doivent s'engager à augmenter de manière significative le financement national de l'éducation.

Qu'est-ce qui a été réalisé dans les pays partenaires du GPE ?

Depuis la création du GPE, 160 millions d'enfants supplémentaires, dont plus de la moitié de filles, sont scolarisés au sein des pays partenaires du GPE. GPE a également contribué à :

- Une augmentation de 65 % des inscriptions, essentiellement des petites filles et aider près des trois quarts des pays partenaires à atteindre la parité des taux de réussite scolaire.
- Atteindre 67 millions d'enfants supplémentaires avec des enseignants de qualité.
- Permettre aux gouvernements d'économiser 6 milliards de dollars grâce à des dépenses plus efficaces consacrées à l'éducation, ce qui a permis d'exploiter davantage les ressources.

Comment le GPE aide-t-il les gouvernements à transformer l'éducation ?

Pour créer un changement durable, le GPE se concentre sur l'amélioration de l'éducation au niveau des systèmes afin de tirer parti des transformations profondes requises pour fournir une éducation de qualité pendant 12 ans, y compris une année d'enseignement préscolaire en :

Bâtissant des systèmes d'éducation plus solides et plus efficaces : le GPE aide les pays à élaborer des plans d'éducation efficaces, à établir des données et des systèmes de suivi fiables et à trouver des solutions aux problèmes urgents afin d'améliorer l'enseignement et de stimuler l'apprentissage pour les élèves les plus marginalisés, et fournir un financement essentiel pour permettre aux gouvernements de mener des réformes.

Améliorant le volume, l'équité et l'efficacité des ressources nationales : le GPE se concentre sur l'obtention de financements nationaux plus nombreux et de meilleure qualité en tant que forme de financement la plus importante et la plus durable pour l'éducation. Le Partenariat encourage les pays partenaires à élaborer des plans pour un secteur de l'éducation financièrement viable, à augmenter les allocations budgétaires nationales et à améliorer l'équité et l'efficacité des dépenses consacrées à l'éducation. En surveillant le financement national sous l'angle de l'équité, le GPE aide également les gouvernements à veiller à ce que les dépenses en matière d'éducation atteignent les plus marginalisés et à remédier à l'inefficacité, ce qui leur permet d'investir davantage dans les écoles et l'apprentissage.

De quelle manière le GPE soutient-il l'éducation des petites filles ?

Le GPE présente de solides antécédents pour ce qui est d'aider les gouvernements partenaires à éliminer les obstacles qui empêchent les petites filles et d'autres groupes marginalisés d'accéder à une éducation de qualité et de réaliser leur plein potentiel.

L'amélioration de l'équité, de l'égalité entre les sexes et de l'inclusion dans l'accès à l'éducation est essentielle dans le cadre de la mission du GPE, avec tous les pays partenaires du GPE intégrant des principes d'équité et d'inclusion parmi leurs plans nationaux en matière d'éducation afin de garantir que tous les enfants puissent jouir de leurs droits fondamentaux sans discrimination.

En plaçant l'égalité entre les sexes au cœur des systèmes éducatifs, le GPE aide les pays à identifier et à éliminer les obstacles spécifiques auxquels les petites filles et les petits garçons sont confrontés dans le cadre de l'accès à l'éducation, à combler les disparités entre les sexes, et à permettre aux pays au sein desquels les petites filles sont les plus en retard de réaliser des progrès plus importants. Les solutions que le GPE aide à mettre en œuvre génèrent des progrès significatifs pour les enfants les plus marginalisés, en permettant à 82 millions de petites filles supplémentaires de s'inscrire à l'école, dont 39 millions de petites filles qui vivent dans des contextes de crises.

Atteindre les enfants les plus vulnérables

Depuis 2011, le GPE collabore avec l'Afghanistan afin de scolariser un nombre plus important de petites filles, en ciblant son aide sur 13 provinces ayant des besoins élevés et qui affichent les taux d'éducation les plus faibles et les inégalités entre les sexes les plus élevées.

Le GPE a aidé le gouvernement à créer des centres d'apprentissage accéléré et des écoles communautaires plus proches des petites filles afin de réduire les risques en matière de sécurité associés aux longs trajets pour atteindre les salles de classe. Grâce à l'aide directe fournie par le GPE, 20 000 petites filles supplémentaires sont inscrites à l'école.

Bien que le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire en Afghanistan se soit amélioré de manière significative, de nombreuses provinces continuent de présenter un très faible nombre d'étudiantes, à peine 14 % dans certaines régions. Le GPE continuera de financer des cours communautaires au sein des régions difficiles d'accès afin d'accroître l'accès à l'éducation.

Comment le GPE a-t-il réagi face à la pandémie de COVID-19 ?

Dès le début de la pandémie, le GPE a mobilisé son intervention d'urgence la plus importante pour aider les pays partenaires à fournir un apprentissage continu, à assurer la réouverture sécuritaire des écoles et à renforcer la résilience de leurs systèmes d'éducation.

En tant que fournisseur de subventions à l'éducation le plus important dans le cadre de la riposte mondiale contre la COVID-19, le GPE a fourni plus d'un demi-milliard de dollars américains aux pays partenaires pour leur permettre de subvenir à l'apprentissage de près de 355 millions d'enfants au sein des pays les plus pauvres, en se concentrant sur les personnes les plus durement touchées par les fermetures d'écoles, y compris les petites filles, les enfants handicapés et les enfants issus des familles les plus démunies.

Informations complémentaires

Le Réseau parlementaire international pour l'éducation collabore avec des parlementaires du monde entier sur la tâche essentielle consistant à protéger et à augmenter le financement consacré à l'éducation, notamment en convoquant des parlementaires à l'échelle régionale et mondiale afin d'apprendre, de partager les meilleures pratiques et de convenir d'actions conjointes et individuelles visant à renforcer le soutien politique à la protection et au développement du financement consacré à l'éducation.

Nous aidons les parlementaires à plaider auprès des autorités nationales et de la communauté internationale afin d'aider à protéger le financement de l'éducation :

1. En renforçant la mobilisation des revenus nationaux et en augmentant la part des dépenses consacrées à l'éducation.
2. En protégeant et en augmentant l'aide au développement à l'étranger pour l'éducation.
3. En renforçant la coordination internationale pour faire face à la crise de la dette.

Nous plaidons également pour que les gouvernements et les donateurs accordent la priorité à l'équité et à l'inclusion parmi leurs budgets d'éducation, et ciblent les ressources publiques destinées aux enfants et aux pays les plus en retard.

Pour consulter l'ensemble de nos ressources destinées aux parlementaires sur le financement de l'éducation, veuillez vous rendre sur www.ipned.org/financing.

Le financement consacré à l'éducation est l'une des nombreuses questions sur lesquelles le Réseau travaille. Pour plus d'informations ou pour toute question concernant le Réseau, y compris notre travail réalisé sur le financement consacré à l'éducation, veuillez contacter : Oliver Mawhinney - oliver.mawhinney@ipned.org

Pour faire partie du réseau des défenseurs parlementaires de l'éducation d'IPNEd, veuillez envoyer un courriel à l'adresse ci-dessus ou vous rendre sur www.ipned.org/join-the-network

